COMMISSION PERMANENTE

Séance du 22 juillet 2008

CP 08/07-21

TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS INTERURBAINS DE PERSONNES

J'ai l'honneur de proposer à votre examen quelques questions diverses préparatoires à la rentrée 2008. Je vous demande de bien vouloir délibérer sur l'ensemble de ces propositions.

Ces dossiers ont été soumis, pour avis, à la Commission des Transports du 4 juillet 2008.

I – AMENAGEMENT, SIGNALISATION ET SECURISATION DES ARRETS DU RESEAU INTERURBAIN DE TRANSPORT ROUTIER – ANNEE 2008 – 8^{ème} TRANCHE

1. Commune de Caylus lieu-dit « Blanque »

Dans le cadre des travaux routiers qui ont concerné la rampe de Caylus, il a paru opportun d'aménager l'arrêt du réseau départemental existant en continuité au lieu-dit « Blanque ».

Les encoches réalisées dans les deux sens de circulation ont été conçues et englobées financièrement dans l'opération d'aménagement routier.

Je vous propose, afin d'achever cette opération, d'y affecter les équipements suivants:

- 1 abribus béton sur chacune des alvéoles. Ces mobiliers pourraient être récupérés, (l'un sur la commune de Caylus au lieu-dit « Monplaisir », l'autre sur la commune de Castelsarrasin à Gandalou) déplacés et réimplantés à « Blanque » après éventuelle remise en état par la cellule itinérante d'entretien du service départemental des Transports. Cette intervention est évaluée à 1 200 €TTC.
- 1 panneau tryptique complet de signalisation verticale (C6) sur chacune des alvéoles pour un coût total de 1 000 €TTC,

- 1 panneau avertisseur 150 mètres en amont et en aval de l'arrêt pour un coût global de 600 €TTC.

Je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur l'opportunité de cette opération, dont le coût total est évalué à 2 800 €TTC, hors travaux pris en charge par la Direction des services Techniques et de l'Aménagement des Routes.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur les conditions techniques et financières de ce dossier.

II – QUESTIONS DIVERSES

1. Régularisation d'un avenant

Une erreur matérielle s'est glissée dans la Commission Permanente en date du 21 janvier 2008 concernant la restructuration du service à titre principal scolaire n° 09-04 « RPI Montjoi-Castelsagrat » exploité par l'entreprise Mathieu.

Le rapport de la commission indiquait que le coût forfaitaire passait de 150,42 €TTC à 154,92 €TTC par jour de fonctionnement. Or, il passe en réalité de 105,59 €TTC à 110,09 €TTC par jour de fonctionnement. L'avenant n° 7 au marché n° 2004-29, qui découlait de cette modification, est quant à lui, conforme.

Je vous demande de bien vouloir entériner cette modification.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

2. Application de la clause contractuelle de variation de prix

Les marchés et conventions conclus pour une durée de 4, 7 ou 10 ans entre le Département de Tarn et Garonne et les entreprises de transport exploitantes et non remis en concurrence cette année, comportent une clause de révision annuelle automatique des prix, destinée à compenser, même de manière insuffisante, les variations liées à la conjoncture économique.

Conformément à la loi, cette clause s'adosse aux indices publiés par l'INSEE se rapportant aux domaines concernés, à savoir le gasoil, les salaires, le matériel, les prix et services divers ainsi que le prix des réparations.

La date d'application est fixée à la date d'anniversaire du contrat, soit généralement au mois d'août de chaque année civile.

En l'espèce, et compte tenu des délais de publication, nous avons effectué nos calculs sur la base des indices des douze derniers mois à compter d'avril 2007 à mars 2008 (derniers indices connus parus sur le site Internet de l'INSEE).

Cette clause contractuelle de variation est calculée par application de la formule paramétrique suivante :

$$T = (0,18 G/Go+0,50 S/So+0,14 M/Mo+0,10 NPSD/NPSDo+0,08 E/Eo)$$

Etant précisé que :

T = tarif actualisé

G = moyenne des indices gasoil sur les 12 derniers mois (d'avril 2007 à mars 2008).

S = moyenne des indices Eko transport (salaires secteurs transport) et RS6 salaires secteurs tertiaires) (source indice du 4^{ème} trimestre 2007).

M = prix des véhicules utilitaires séries autocars. (indice provisoire avril 2008)

NPSD = nouveau prix et services divers (indices provisoires mars 2008 pour les biens de consommation et avril 2008 pour les productions françaises et les autres biens et services)

E = entretien et réparation des véhicules privés (indice avril 2008).

Pour l'année 2008, le pourcentage d'augmentation obtenu par application de cette formule est de 3,48 % (**voir fiche jointe en annexe I**).

Je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur l'application, par notification aux marchés et conventions en cours, de la clause de révision des prix au titre de l'année scolaire 2008/2009.

Par ailleurs, deux avenants devront être signés suite à l'application de cette clause :

- l'un concernant le protocole d'accord entre le Département et la Région au sujet des deux lignes régionales (Montauban-Auch et Montauban-Toulouse),

- l'autre concernant la convention entre le Département de Haute-Garonne et le Département de Tarn-et-Garonne au sujet des élèves rattachés à la Haute-Garonne mais pris en charge sur des lignes gérées par le Tarn-et-Garonne.

Je vous demande de bien vouloir vous prononcer sur l'application, par notification aux marchés et conventions en cours, de la clause de révision des prix au titre de l'année scolaire 2008/2009 et de m'autoriser à signer, au nom et pour le compte du Département, l'ensemble des documents s'y rapportant.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

3. Demande d'inscription au réseau scolaire - dérogation

La demande d'inscription au réseau scolaire concerne une élève scolarisée dans un établissement qui n'est pas son établissement d'affectation ni le plus proche de son domicile. Ce dossier a déjà fait l'objet d'un rejet du service instructeur. Toutefois, la famille a présenté un recours à cette notification.

Je vous demande d'examiner cette requête et de vous prononcer quant à sa recevabilité, étant précisé que la Commission des Transports a formulé un avis défavorable.

4. Dénonciation du marché n° 2005-110 par l'entreprise COURRIERS DE LA LOMAGNE (SOUBIE)

Par lettre recommandée avec accusé-réception en date du 24 juin 2008, la gérante de la société COURRIERS DE LA LOMAGNE, nous informe de son souhait de résilier le marché n° 2005-110, en date du 9 septembre 2005, dont son entreprise est titulaire.

Ce marché regroupe deux services à titre principal scolaire :

- le circuit n° 02-05 « Castéra Bouzet – St Arroumex (RPI Caumont – St Arroumex) ;
- et le circuit n° 06-05 « St Nicolas de la Grave – Ecoles primaires de St Nicolas de la Grave ».

Elle justifie cette demande par le fait que son véhicule sera âgé de plus de 17 ans à la prochaine rentrée scolaire et qu'elle n'a pas les capacités financières suffisantes pour réinvestir dans un nouveau véhicule. Elle explique par ailleurs que son chauffeur est parti à la retraite.

Le préavis de 105 jours n'a cependant pas été respecté par l'entreprise, conformément à l'article 20-3 du cahier des clauses techniques particulières du marché.

Trois possibilités se présentent :

- refus de la dénonciation ;
- acceptation de la dénonciation avec pénalités équivalentes à 20 jours (soit 20 jours x 106,77 € = 2 135,40 € pour le circuit n° 02-05 et 20 jours x 107,66 € = 2 153,20 € pour le circuit n° 06-05, soit un total de 4 288,60 €) ;
- acceptation de la dénonciation sans pénalité.

Je vous demande de bien vouloir délibérer sur cette question, étant précisé que la Commission des Transports a émis un avis favorable à l'acceptation, sans pénalité financière, de cette résiliation.

Dans le cas où votre décision serait conforme à l'avis de la Commission des Transports, je vous demande de m'autoriser à remettre en concurrence les services précités dans le cadre d'un appel d'offres à procédure adaptée (article 28 du code des marchés) et ce, dans les plus brefs délais, afin d'assurer la continuité du service public dès la rentrée 2008. Chaque circuit fera l'objet d'un marché d'une durée d'un an.

5. Appel d'offres relatifs aux abribus

5.1 Transferts d'abribus

Un marché relatif aux transferts d'abribus ruraux avait été conclu le 29 août 2006 avec l'entreprise ADLTP, entreprise sise à MONTAUBAN. L'objet de ce marché consistait à enlever, déplacer et reposer des abribus ruraux d'un point du département à un autre. Le marché avait été conclu pour une durée de quatre ans mais le montant du marché ne devait pas excéder une commande de 32 prestations. Or, ce quota est aujourd'hui atteint.

Par lettre recommandée avec accusé réception en date du 19 juin 2008, le marché a donc été dénoncé par le Conseil Général auprès de l'entreprise ADLTP.

Un appel d'offres a été lancé sur les bases de la procédure adaptée (article 28 du code des marchés). Un avis d'appel public à concurrence a été publié sur le site Internet de la collectivité le 16 juin 2008 ainsi que dans la Dépêche du Midi le 19 juin 2008.

Les candidats intéressés doivent demander, par écrit, un dossier de consultation des entreprises auprès du service des transports. Ils auront jusqu'au 11 juillet 2008 à 17h00 pour déposer leur pli. Celui-ci devra contenir, en plus de l'offre, les pièces suivantes :

- a) Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants ou DC4,
- b) Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier (DC5) :
 - qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales,
 - qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir au sens de l'article 43 du Code des Marchés Public,
 - qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux art. L324-9, L324-10, L341-6, L125-1, L125-3 du code du travail,
- c) Copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire (DC5);

- d) Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat (DC5),
- e) Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat (DC 5) ;
- f) Attestation d'assurance (responsabilité civile).

Le candidat qui présentera l'offre économiquement la plus avantageuse (critère unique du prix) sera retenu et deviendra titulaire d'un marché à bons de commande pour une durée de 4 ans dont le montant minimum sera de 4.000 €H.T et le montant maximum de 16.000 €H.T.

Je vous prie de bien vouloir approuver le lancement de cette procédure qui a reçu l'avis favorable de la Commission des Transports.

5.2 Fourniture et pose d'abribus urbains

En raison de la quantité importante d'abribus urbains commandés par le Département, il devient obligatoire de lancer un appel d'offres à procédure adaptée (article 28 du code des marchés) en raison du dépassement du seuil des 4.000 €H.T.

Un avis d'appel public à concurrence sera lancé durant le mois de juillet sur le Site Internet de la collectivité ainsi que dans la Dépêche du Midi.

Les candidats intéressés devront demander, par écrit, un dossier de consultation des entreprises auprès du service des transports. Ils disposeront d'un délai d'environ un mois pour déposer leur pli.

Les candidats devront fournir les pièces énumérées ci-dessus (à propos de l'appel d'offres relatif aux transferts d'abribus ruraux).

Les candidats devront obligatoirement présenter deux modèles.

Chaque modèle fera l'objet d'une notation, ces notations seront ensuite cumulées et le candidat se verra attribuer une note globale.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères pondérés suivants :

Prix	50%
Valeur technique*	40%
Délais de livraison et pose	10%

* La valeur technique sera appréciée au regard du mémoire technique dans lequel devront figurer les modèles d'abribus proposés ainsi que les moyens matériels et humains mis en œuvre pour la réalisation de la prestation.

L'entreprise retenue deviendra titulaire d'un marché à bons de commande pour une durée de 4 ans dont le montant minimum sera de 51 500 €H.T et le montant maximum de 206.000 €H.T.

Je vous prie de bien vouloir approuver le lancement de cette procédure qui a reçu l'avis favorable de la Commission des Transports.

5.3 Fourniture et implantation d'abribus ruraux

Un marché relatif à la fourniture d'abribus ruraux avait été conclu le 27 septembre 2004 avec l'entreprise BATAÏA, entreprise sise à MONTAUBAN. Le marché avait été conclu pour une durée de quatre ans et arrivera donc à échéance le 26 septembre 2008.

Il conviendra donc de lancer, là aussi, un nouvel appel d'offres, à partir de la fin août, selon les termes de l'article 28 du code des marchés relatif à la procédure adaptée.

Comme pour les appels d'offres précédents, les candidats devront demander, par écrit, un dossier de consultation au service des transports. Ils disposeront d'un délai d'environ un mois pour déposer leur pli dans lequel figurera le prix et les pièces énumérées ci-dessus.

Le candidat qui présentera l'offre économiquement la plus avantageuse (critère unique du prix) sera retenu et deviendra titulaire d'un marché à bons de commande pour une durée de 4 ans dont le montant minimum sera de 22.500 €H.T et le montant maximum de 80.000 €H.T.

Je vous prie de bien vouloir approuver le lancement de cette procédure qui a reçu l'avis favorable de la Commission des Transports.

6. Transport d'élèves handicapés

6.1 : Au titre de l'année scolaire 2007/2008

- Par courrier en date du 5 mai 2008, une personne demeurant à MONTAUBAN, sollicite la prise en charge des frais de transport de sa fille, scolarisée pour l'année 2007-2008 en seconde au lycée Michelet de MONTAUBAN.

Cette élève, titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux de 80 %, n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement est donc effectué quotidiennement au moyen du véhicule familial.

Compte tenu de la puissance fiscale dudit véhicule (6 CV) et de la distance à parcourir (12 km par jour), les frais de transport de cette élève à rembourser à la famille s'élèveront pour l'année scolaire 2007-2008, à compter du 5 mai 2008 (date de la demande de prise en charge), à environ **255 € TTC** sur la base d'un aller/retour par jour : (42 AR soit 504 km x 0,505 € = 255 €) .

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cette élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

- Une famille demeurant à MOISSAC sollicite la prise en charge des frais de transport de leurs fils inscrit pour l'année 2007-2008 en première année de licence d'Histoire à la faculté d'ALBI (81).

Cet étudiant, titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux de 80 %, n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement est donc effectué au moyen du véhicule familial.

Compte tenu de la puissance fiscale dudit véhicule (6 CV) et de la distance à parcourir (100 km par trajet), les frais de transport de cet étudiant à rembourser à la famille s'élèveront pour l'année scolaire 2007-2008, à compter du 4 mai 2008 (date de la demande de prise en charge), à environ **505 € TTC** sur la base d'un aller/retour par semaine.

(5 AR soit 1000 km X 0,505 € = 505 €) .

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet étudiant.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

6.2 : Au titre de l'année scolaire 2008/2009

- Par courrier en date du 9 juin 2008, une famille demeurant à FINHAN, sollicite la prise en charge des frais de transport en taxi de leur fils scolarisé pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école « Pierre Gamarra » à MONTAUBAN en qualité de demi pensionnaire .

Cet élève, présentant un taux de handicap au moins égal à 50 % reconnu par la Commission des Droits et de l'Autonomie (CDA) et bénéficiant d'une allocation d'éducation spéciale, n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer quotidiennement au moyen d'un taxi.

Son père a fourni deux devis d'entreprises à l'appui de sa demande :

- L'entreprise FUN TAXI, basée à LA VILLE DIEU DU TEMPLE, propose d'acheminer Benjamin pour un forfait quotidien aller/retour de 84 €TTC.

- L'entreprise TAXI MONTECHOIS, basée à MONTECH, propose d'acheminer Benjamin pour un forfait quotidien aller/retour de 45 €TTC.

Aussi, je vous propose de confier le transport cet élève à l'entreprise TAXI MONTECHOIS. Les frais de transport de cet élève s'élèveraient, pour l'année scolaire 2008-2009, à compter de la prochaine rentrée scolaire, à environ **6.255 € TTC** sur la base d'un aller/retour par jour (139 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous soumetts ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

- Par courrier reçu le 2 juillet 2008, une personne demeurant à MONTAUBAN a sollicité le renouvellement de la prise en charge des frais de transport en taxi de sa fille scolarisée pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école « Jacques Brel » à MONTAUBAN en qualité de demi pensionnaire.

Cette élève, qui présente un taux de handicap de 50 % reconnu par la Commission des Droits et de l'Autonomie (CDA) et qui bénéficie d'une allocation d'éducation spéciale, n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer quotidiennement au moyen d'un taxi.

Les parents ont fourni 3 devis à l'appui de leur demande :

- L'entreprise SOTRAL, sise à MONTAUBAN, propose un acheminement quotidien aller/retour pour 32 €TTC ;

- Monsieur Francis CRUZEL, basé à MONTAUBAN, propose un acheminement quotidien aller/retour pour 35 €TTC

- Monsieur Jean-Pierre LAGARDE, basé également à MONTAUBAN, propose un acheminement quotidien pour 35 €TTC.

Aussi, je vous propose de confier le transport de cette élève à l'entreprise SOTRAL. Les frais de transport s'élèveraient pour l'année scolaire 2008-2009 à environ **4.448 €TTC** (environ 139 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cette élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

- Par courrier en date du 24 juin 2008, un étudiant demeurant à MOISSAC, sollicite la prise en charge de ses frais de transport à destination de la faculté d'ALBI (81) où il est inscrit pour l'année 2008-2009 en deuxième année de licence d'Histoire.

Cet étudiant, titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux de 80 %, n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement est donc effectué au moyen de son propre véhicule spécialement aménagé.

Compte tenu de la puissance fiscale dudit véhicule (5 CV) et de la distance à parcourir (100 km par trajet), les frais de transport de cet étudiant à rembourser s'élèveront pour l'année scolaire 2008-2009, à compter de la prochaine rentrée scolaire, à environ **2.899 €TTC** sur la base d'un aller/retour par semaine.

(34 AR soit 6800 km X 0,27 €+ 1.063 = 2.899 €).

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet étudiant.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

- Par courrier en date du 10 juin 2008, une personne demeurant à PUYLAGARDE, sollicite le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de son fils scolarisé pour l'année 2008-2009 à l'école primaire de CAUSSADE.

Cet enfant, titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux de 90 %, n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement quotidien sera donc effectué de la manière suivante :

Trajets assurés par la famille au moyen de son véhicule et pour lesquels elle souhaite un remboursement : les mardis et vendredis (aller/retour)

Trajets en véhicule sanitaire léger : les lundis et jeudis (aller/retour)

La famille n'a pu fournir qu'un devis à l'appui de sa demande, celui de Madame BENELHADJ, basée à CAYLUS. Celle-ci propose un aller-retour quotidien pour un coût de 72 €TTC.

Je vous propose de confier le transport de cet enfant à Madame BENELHADJ.

Concernant la prise en charge des frais de transport exposés par la famille, ceux-ci sont estimés à la somme de **2.300 € TTC**, pour l'année scolaire 2008-2009 en tenant compte de la puissance du véhicule utilisé (5 CV) et du kilométrage (68 km par jour pour un total de 70 jours).

Concernant la prise en charge des frais de transport en taxi VSL, ceux-ci sont estimés à la somme de **5.040 € TTC** (70 jours).

Dès lors, le montant total de la dépense pour l'année scolaire 2008-2009, et ce, à compter de la rentrée scolaire, peut être estimé à la somme de **7.340 € TTC** (environ 140 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous soumetts ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

- Par courrier reçu le 2 juillet 2008, une personne demeurant à MONTAUBAN, sollicite le renouvellement de la prise en charge des frais de transport en taxi quotidien de son fils scolarisé pour l'année 2008-2009 en UPI au collège de MONTECH en qualité de demi pensionnaire.

Cet élève, présentant un taux de handicap au moins égal à 50 % reconnu par la Commission des Droits et de l'Autonomie (CDA) et bénéficiant d'une allocation d'éducation spéciale ainsi que de soins au titre de l'éducation spéciale, n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer quotidiennement au moyen d'un taxi.

La famille a présenté trois devis :

- Un devis fourni par la SA SOTRAL, sise à MONTAUBAN. Celle-ci pourrait effectuer le transport pour un coût s'élevant à 50 € TTC par jour de fonctionnement ;
- Un devis fourni par Monsieur Francis CLUZEL, basé à MONTAUBAN, qui propose un coût quotidien de 38,60 € TTC ;
- Un devis fourni par la SARL REGINA HUGUES, sise à MONTAUBAN, qui propose un coût quotidien de 42 € TTC.

Aussi, je vous propose de confier le transport de cet élève à Monsieur Francis CLUZEL. Les frais de transport s'élèveraient pour l'année scolaire 2008-2009, à compter de la prochaine rentrée scolaire, à environ **6.678 € TTC** sur la base d'un aller/retour par jour (soit 173 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous soumetts ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

- Suivant courrier reçu le 19 mai 2008, une famille domiciliée à SAUVETERRE, sollicitent le renouvellement de la prise en charge des frais d'acheminement, aller-retour, en taxi, de leur fils rattaché au centre « Pierre Sarraut » de MOISSAC mais scolarisé à l'école primaire « Jules Ferry » de CASTELSARRASIN en qualité de demi-pensionnaire.

Cet élève est titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux de handicap de 80 % et se trouve dans l'incapacité d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer au moyen d'un taxi-ambulance.

La famille a fourni trois devis d'entreprises à l'appui de sa demande :

- Les AMBULANCES DES DEUX RIVES, basées à MOISSAC, proposent d'acheminer Arnaud pour un forfait quotidien de 103 €TTC ;
- La SARL LORETTE certifie être dans l'incapacité technique d'effectuer ce transport.
- L'entreprise BAS QUERCY AUTO, sise à DURFORT LACAPELETTE, effectuerait le transport d'Arnaud moyennant le prix de 99,50 €TTC par jour pour un aller-retour.

Aussi, je vous propose de confier le transport de cet élève à l'entreprise BAS QUERCY AUTO. Dès lors, le montant de la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 et ce, à compter de la rentrée scolaire, peut être évalué à la somme de **13.831 € TTC** (environ 139 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous soumetts ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

- Par courrier reçu le 12 juin 2008, une famille demeurant à CAYRAC, a sollicité le renouvellement de la prise en charge des frais de transport quotidien de leur fils scolarisé au collège Pierre Darasse à CAUSSADE.

Cet enfant est titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux d'incapacité de 80 %. En outre, il n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun. Son état de santé l'oblige à se déplacer en fauteuil électrique. Le transport de ce fauteuil électrique particulièrement lourd doit se faire au moyen d'un véhicule adapté et équipé de rampes d'accès.

Son acheminement doit donc s'effectuer au moyen d'une ambulance à compter de la date de la prochaine rentrée scolaire.

La famille a présenté un devis de la SOTRAL qui se propose, comme les années précédentes, d'effectuer le trajet. Cette entreprise dispose des moyens adéquats nécessaires au transport de cet élève (capacité du véhicule, rampes d'accès...). La prestation s'élèverait à 81 €TTC par jour de fonctionnement.

Compte tenu de ce devis, je vous propose de confier le transport de cet élève à l'entreprise SOTRAL, sise à MONTAUBAN, moyennant le prix journalier de 81 €TTC.

Dès lors, le montant de la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 peut être évalué à la somme de **14.013 €TTC** (environ 173 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

- Par courrier en date du 13 juin 2008, une famille demeurant à LABASTIDE SAINT PIERRE, a sollicité le renouvellement de la prise en charge des frais de transport en taxi de leur fils scolarisé pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école du « Grand Cèdre » à GRISOLLES en qualité de demi pensionnaire .

Cet élève, qui présente un taux de handicap de 50 % reconnu par la Commission des Droits et de l'Autonomie (CDA) et qui bénéficie d'une allocation d'éducation spéciale, n'est pas jugé en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer quotidiennement au moyen d'un taxi les lundis, mardis, jeudis et vendredis allers et retours.

Les parents ont fait parvenir deux devis d'entreprises au service des transports :

- un devis a été fourni par la SOCIETE VERDUNOISE D'AMBULANCES, sise à VERDUN SUR GARONNE, qui propose un acheminement quotidien aller/retour pour 46 €TTC ;

- un devis a été fourni par l'entreprise ALLO TAXI, basée à ORGUEIL, pour un forfait quotidien aller/retour de 60,20 €TTC.

Aussi, je vous propose de confier le transport de cet élève à la SOCIETE VERDUNOISE D'AMBULANCES. Les frais de transport s'élèveraient pour l'année scolaire 2008-2009 à environ **6.394 €TTC** (environ 1039 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

Une personne demeurant à MONTAIGU DE QUERCY sollicite le renouvellement de la prise en charge des frais de transport en taxi de sa fille scolarisée pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école « Jules Ferry » de VALENCE D'AGEN en qualité de demi pensionnaire .

Cette élève, présentant un taux de handicap au moins égal à 50 % reconnu par la Commission des Droits et de l'Autonomie (CDA) et bénéficiant d'une allocation d'éducation spéciale ainsi que de soins au titre de l'éducation spéciale, n'est pas jugée en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer quotidiennement au moyen d'un taxi.

Sa mère avait présenté deux devis à l'appui de sa demande :

- L'entreprise TAXI LORETTE, sise à LAFRANCAISE, propose d'effectuer la prestation pour un coût quotidien de 108,60 €TTC ;
- L'entreprise AMBULANCE DES DEUX RIVES, basée à MOISSAC, propose d'effectuer la prestation pour un coût quotidien de 120 €TTC.

Aussi, je vous propose de confier le transport de cette élève à l'entreprise AMBULANCES LORETTE. Les frais de transport s'élèveraient pour l'année scolaire 2008-2009, à compter de la prochaine rentrée scolaire, à environ **15.096 €TTC** sur la base d'un aller/retour par jour (environ 139 AR).

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cette élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

Par courrier en date du 12 juin 2008, une famille demeurant à CAZES MONDENARD, sollicite le renouvellement de la prise en charge des frais de transport en taxi de leur fille scolarisée pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école « Pierre Chabrié » à MOISSAC en qualité de demi pensionnaire .

Cette élève, présentant un taux de handicap au moins égal à 50 % reconnu par la Commission des Droits et de l'Autonomie (CDA) et bénéficiant d'une allocation d'éducation spéciale, n'est pas jugée en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer quotidiennement au moyen d'un taxi.

La famille n'a pu fournir qu'un seul devis, celui de l'entreprise TAXI LORETTE basée à MOISSAC. Celle-ci propose d'acheminer cette élève pour un forfait quotidien aller/retour de 80,60 €TTC.

Aussi, je vous propose de confier le transport de cette élève à l'entreprise TAXI LORETTE. Les frais de transport s'élèveraient pour l'année scolaire 2008-2009, à compter de la prochaine rentrée scolaire, à environ **11 204 €TTC** sur la base d'un aller/retour par jour (139 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous soumetts ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cette élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

Par courrier reçu le 20 juin 2008, une personne demeurant à MONTAUBAN, sollicite le renouvellement de la prise en charge des frais de transport en taxi de son fils scolarisé au CESDA (Centre d'Education Spécialisée pour Déficients Auditifs) à TOULOUSE.

Cet enfant, âgé de 12 ans, est titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux d'incapacité de 80 %. En outre, il n'est pas en mesure d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer au moyen d'un taxi à compter de la date de la rentrée scolaire 2008.

Thomas doit être acheminé 5 jours par semaine (aller-retour).

Deux devis ont été fournis à l'appui de la demande :

- L'entreprise TAXI JOACHIM se propose d'effectuer le transport pour un coût quotidien s'élevant à 199 €TTC ;
- La SARL REGINA HUGUES propose, quant à elle, d'effectuer le transport pour un coût quotidien de 206 €TTC par jour.

Compte tenu de ces devis, le transport de cet élève pourrait être confié au TAXI JOACHIM, entreprise sise à MONTAUBAN, moyennant le prix journalier de 199 €TTC.

Dès lors, le montant de la dépense du transport de cet élève pour l'année scolaire 2008-2009 peut être évalué à la somme de **34.427 €TTC** (environ 173 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge de cet élève.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

Suivant courrier reçu le 30 juin 2008, une famille domiciliée sur la commune de BRESSOLS, sollicitent la prise en charge des frais d'acheminement, aller-retour, en taxi, de leur fille scolarisée en qualité de demi pensionnaire en classe UPI au lycée Jean de Prades de CASTELSARRASIN à compter de la prochaine rentrée scolaire.

Cette étudiante est titulaire d'une carte d'invalidité faisant ressortir un taux d'invalidité de 80 % et se trouve dans l'incapacité d'emprunter les transports en commun.

Son acheminement doit donc s'effectuer de son domicile jusqu'au lycée au moyen d'un taxi-ambulance les lundis, jeudis et vendredis.

Trois devis ont été fournis à l'appui de la demande :

- Les TAXIS CARRARA, basés à ALBEFEUILLE-LAGARDE, proposent d'acheminer Marie pour un forfait quotidien de 112 €TTC ;
- Monsieur Fernando DA CRUZ, basé à MONTBETON, propose d'acheminer Marie pour un forfait quotidien de 107 €TTC ;
- Monsieur LAGARDE, basé à MONTAUBAN, propose d'acheminer Marie pour un forfait quotidien de 110 €TTC.

Aussi, je vous propose de confier le transport de cette étudiante à Monsieur DA CRUZ moyennant le prix de 107 €TTC par jour pour un aller-retour.

Dès lors, le montant de la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 peut être évalué à la somme de **11.235 €TTC** (environ 105 A/R).

Compte tenu de ce qui précède, je vous sou mets ce dossier et vous demande de vous prononcer sur la prise en charge cette étudiante.

La Commission des Transports a émis un avis favorable sur ce dossier.

Fonctionnement :

Déplacement d'abribus

Dépense à imputer à :
Article 611 – S/Fonction 81 + 1 200 €

Clause contractuelle de variation de prix : + 83 143 €

Dépense à imputer à :
Article 62451 - S/Fonction 81
Article 62452 –S/Fonction 81

Transport d'élèves handicapés

Dépense à imputer à :
Article 624 51 –S/Fonction 81

- année scolaire 2007-2008 + 760 €
- année scolaire 2008-2009 + 139 385 €

224 488 €
= 224 488 €

Total Fonctionnement

TOTAL GENERAL SERVICE = 226 088 €

**EXTRAIT du REGISTRE des
DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 22 juillet 2008

CP 08/07-21

**TRANSPORTS PUBLICS ROUTIERS
INTERURBAINS DE PERSONNES**

**DECISION de la COMMISSION
PERMANENTE**

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du Conseil général du 20 mars 2008 portant délégation d'attributions à la Commission permanente,

Vu l'avis de la Commission des transports réunie le 4 juillet 2008,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

I – AMENAGEMENT, SIGNALISATION ET SECURISATION DES ARRETS DU
RESEAU INTERURBAIN DE TRANSPORT ROUTIER – ANNEE 2008 – 8^{ème}
TRANCHE

Arrêt du réseau départemental sur la commune de Caylus lieu-dit « Blanque »

- Approuve les aménagements suivants :
 - 1 abribus béton sur chacune des alvéoles réalisées dans les deux sens de circulation, récupérés, l'un sur la commune de Caylus au lieu-dit « Monplaisir », l'autre sur la commune de Castelsarrasin à Gandalou : 1 200 €TTC,
 - 1 panneau tryptique complet de signalisation verticale (C6) sur chacune des alvéoles : 1 000 €TTC,
 - 1 panneau avertisseur 150 mètres en amont et en aval de l'arrêt : 600 €TTC ;
- Précise que le coût global de l'opération s'élève à 2 800 € hors travaux pris en charge par la Direction des services techniques et de l'aménagement des routes.

II – QUESTIONS DIVERSES

1. Régularisation d'un avenant

- Approuve la modification concernant la restructuration du service à titre principal scolaire n° 09-04 « RPI Montjoi-Castelsagrat » exploité par l'entreprise Mathieu, le coût forfaitaire passant de 105,59 €TTC à 110,09 €TTC par jour de fonctionnement et non de 150,42 € TTC à 154,92 € TTC par jour de fonctionnement, une erreur matérielle s'étant glissée dans la Commission Permanente du 21 janvier 2008 ;
- Précise que l'avenant n° 7 au marché n° 2004-29, qui découlait de cette modification, est quant à lui, conforme.

2. Application de la clause contractuelle de variation de prix

- Décide l'application, par notification aux marchés et conventions en cours, de la clause de révision des prix sur la base de + 3,48 %, au titre de l'année scolaire 2008/2009 ;
- Précise que la date d'application est fixée à la date d'anniversaire du contrat, soit généralement au mois d'août de chaque année civile ;
- Autorise Monsieur le Président à signer l'ensemble des documents s'y rapportant, au nom et pour le compte du département ainsi que les deux avenants suivants :
 - . l'un concernant le protocole d'accord entre le Département et la Région au sujet des deux lignes régionales (Montauban-Auch et Montauban-Toulouse),
 - . l'autre concernant la convention entre le Département de Haute-Garonne et le Département de Tarn-et-Garonne au sujet des élèves rattachés à la Haute-Garonne mais pris en charge sur des lignes gérées par le Tarn-et-Garonne.

3. Demande d'inscription au réseau scolaire - dérogation

- Rejette la demande de dérogation de Léa Bouchet domiciliée à Moissac ;

4. Dénonciation du marché n° 2005-110 par l'entreprise COURRIERS DE LA LOMAGNE (SOUBIE)

- Accepte, sans pénalité financière, la résiliation du marché n° 2005-110, en date du 9 septembre 2005, de Madame Chantal Soubie, gérante de la société Courriers de la Lomagne, dont son entreprise est titulaire ; ce marché regroupe deux services à titre principal scolaire :
 - . le circuit n° 02-05 « Castéra-Bouzet/Saint-Arroumex » (RPI Caumont/Saint-Arroumex),

. et le circuit n° 06-05 « St Nicolas de la Grave – Ecoles primaires de Saint-Nicolas-de-la-Grave » ;

- Autorise Monsieur le Président à remettre en concurrence les services précités, dans les plus brefs délais, afin d'assurer, dès la rentrée, la continuité du service public 2008, dans le cadre d'un appel d'offres à procédure adaptée (article 28 du code des marchés), étant précisé que chaque circuit fera l'objet d'une durée d'un an.

5. Appel d'offres relatifs aux abribus

5.1 Transferts d'abribus

- Prend acte de la dénonciation en date du 19 juin 2008, du marché relatif aux transferts d'abribus ruraux conclu le 29 août 2006 avec l'entreprise ADLTP sise à MONTAUBAN. L'objet de ce marché consistait à enlever, déplacer et reposer des abribus ruraux d'un point du département à un autre. Le marché avait été conclu pour une durée de quatre ans mais le montant du marché ne devait pas excéder une commande de 32 prestations. Or, ce quota est aujourd'hui atteint ;
- Décide de lancer un appel d'offres sur les bases de la procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés, étant précisé que le candidat qui présentera l'offre économiquement la plus avantageuse (critère unique du prix) sera retenu et deviendra titulaire d'un marché à bons de commande pour une durée de 4 ans dont le montant minimum sera de 4.000 € H.T et le montant maximum de 16.000 € H.T.

5.2 Fourniture et pose d'abribus urbains

- Décide de lancer un appel d'offres à procédure adaptée (article 28 du code des marchés) en raison du dépassement du seuil des 4.000 € H.T, étant précisé que l'entreprise retenue deviendra titulaire d'un marché à bons de commande pour une durée de 4 ans dont le montant minimum sera de 51 500 € H.T et le montant maximum de 206.000 € H.T.

5.3 Fourniture et implantation d'abribus ruraux

- Prend acte de l'échéance au 26 septembre 2008 du marché relatif à la fourniture d'abribus ruraux, conclu le 27 septembre 2004 avec l'entreprise BATAÏA sise à MONTAUBAN, pour une durée de quatre ans ;
- Décide de lancer un appel d'offres à procédure adaptée (article 28 du code des marchés), à partir de la fin août, étant précisé que le candidat qui présentera l'offre économiquement la plus avantageuse (critère unique du prix) sera retenu et deviendra titulaire d'un marché à bons de commande pour une durée de 4 ans dont le montant minimum sera de 22.500 € H.T et le montant maximum de 80.000 € H.T.

6. Transport d'élèves handicapés

6.1 : Au titre de l'année scolaire 2007/2008

Une élève scolarisée pour l'année 2007-2008 en seconde au lycée Michelet de Montauban

- Approuve la prise en charge des frais de transport de cette élève demeurant « Chemin de Canto Graouille » à Montauban, effectué quotidiennement au moyen du véhicule familial, à compter du 5 mai 2008 (date de la demande de prise en charge), sur la base d'un aller/retour par jour (42 AR soit 504 km à raison de 0,505 €/par km) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2007-2008 s'élève à 255 €TTC ;

Un élève inscrit pour l'année 2007-2008 en première année de licence d'Histoire à la faculté d'Albi (81)

- Approuve la prise en charge des frais de transport de cet élève demeurant à Moissac, effectué au moyen du véhicule familial, à compter du 4 mai 2008 (date de la demande de prise en charge), sur la base d'un aller/retour par semaine (5 A/R soit 1000 km à raison de 0,505 €/par km) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2007-2008 s'élève à 505 €TTC ;

6.2 : Au titre de l'année scolaire 2008/2009

Un élève scolarisé pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école « Pierre Gamarra » à Montauban en qualité de demi pensionnaire

- Approuve la prise en charge des frais de transport de cet élève demeurant à Finhan, effectué quotidiennement, à compter de la prochaine rentrée scolaire, par l'entreprise Taxi Montéchois sise à Montech (139 A/R pour un prix journalier de 45 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 6 255 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à passer avec l'entreprise Taxi Montéchois.

Une élève scolarisée pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école « Jacques Brel » à Montauban en qualité de demi pensionnaire

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de cette élève demeurant Chemin de Lassalle à Montauban, effectué quotidiennement, à compter de la prochaine rentrée scolaire, par l'entreprise SOTRAL sise à Montauban (139 A/R pour un prix journalier de 32 €TTC) ;

- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 4 448 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à passer avec l'entreprise SOTRAL.

Un élève inscrit pour l'année 2008-2009 en deuxième année de licence d'Histoire à la faculté d'Albi (81)

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de cet élève demeurant à Moissac, effectué au moyen du véhicule familial, sur la base d'un A/R par semaine (34 A/R soit 6800 km x 0,27 € + 1 063) à compter de la prochaine rentrée scolaire ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 2 899 €TTC ;

Un élève scolarisé pour l'année 2008-2009 à l'école primaire de Caussade

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de cet élève domicilié au lieu-dit « Aurespy » à Puylagarde, effectué de la manière suivante :
 - . par la famille, au moyen de son véhicule, les mardis et vendredis (68 km pour un A/R par jour pendant 70 jours),
 - . en véhicule sanitaire léger, les lundis et jeudis par Mme Benelhadj basée à Caylus (68 km pour un A/R par jour pendant 70 jours, pour un coût de 72 €par jour) ;
- Précise que la dépense totale pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 7 340 €TTC (2 300 €+ 5 040 €) ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec Mme Benelhadj.

Un élève scolarisé pour l'année 2008-2009 en UPI au collège de Montech en qualité de demi pensionnaire

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport en taxi de cet élève demeurant rue Caussat à Montauban, effectué par M. Francis Cluzel basé à Montauban, à compter de la rentrée scolaire (173 A/R pour un prix journalier de 38,60 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 6 678 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec M. Francis Cluzel.

Un élève scolarisé à l'école primaire « Jules Ferry » de Castelsarrasin en qualité de demi-pensionnaire

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de cet élève demeurant au lieu-dit « Levet » à Sauveterre, effectué par l'entreprise Bas-Quercy Auto sise à Durfort-Lacapelette, à compter de la rentrée scolaire (139 A/R pour un prix journalier de 99,50 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009, s'élève à 13 831 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec l'entreprise Bas-Quercy Auto.

Un élève scolarisé au collège Pierre Darasse à Caussade

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de cet élève demeurant à Cayrac, effectué quotidiennement au moyen d'une ambulance de l'entreprise SOTRAL sise à Montauban, à compter de la rentrée prochaine (173 A/R pour un prix journalier de 81 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 14 013 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec l'entreprise SOTRAL.

Un élève scolarisé pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école du « Grand Cèdre » à Grisolles en qualité de demi pensionnaire

- Approuve la prise en charge des frais de transport de cet élève demeurant à Labastide-Saint-Pierre, effectué en taxi les lundis, mardis, jeudis et vendredis par la société Verdunoise d'ambulances sise à Verdun-sur-Garonne (139 A/R pour un prix journalier de 46 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 6 394 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec la société Verdunoise d'ambulances.

Une élève scolarisée pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école « Jules Ferry » de Valence-d'Agen en qualité de demi pensionnaire

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de cette élève demeurant au lieu-dit « Saint-Martin » à Montaigu-de-Quercy, effectué quotidiennement en taxi, à compter de la prochaine rentrée scolaire, par l'entreprise Taxi Lorette sise à Lafrançaise (139 A/R pour un prix journalier de 108,60 €TTC) ;

- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 15 096 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec l'entreprise Taxi Lorette.

Une élève scolarisée pour l'année 2008-2009 en CLIS à l'école « Pierre Chabrié » à Moissac en qualité de demi pensionnaire

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de cette élève demeurant à Cazes-Mondenard, effectué quotidiennement en taxi, à compter de la prochaine rentrée scolaire, par l'entreprise Taxi Lorette sise à Moissac (139 A/R pour un prix journalier de 80,60 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 11 204 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec l'entreprise Taxi Lorette.

Un élève scolarisé au CESDA (Centre d'Education Spécialisée pour Déficients Auditifs) à Toulouse

- Approuve le renouvellement de la prise en charge des frais de transport de cet élève demeurant à Montauban, effectué en taxi à compter de la prochaine rentrée scolaire, par l'entreprise Taxi Joachim sise à Montauban (173 A/R pour un prix journalier de 199 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 34 427 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec l'entreprise Taxi Joachim.

Une élève scolarisée en qualité de demi pensionnaire en classe UPI au lycée Jean de Prades de Castelsarrasin à compter de la prochaine rentrée scolaire

- Approuve la prise en charge des frais de transport de cette élève demeurant à Bressols, effectué en taxi-ambulance les lundis, jeudis et vendredis par M. Fernando Da Cruz basé à Montbeton (105 A/R pour un prix journalier de 107 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 11235 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec M. Fernando Da Cruz.

Un élève scolarisé en qualité de demi pensionnaire en classe UPI au lycée Jean de Prades de Castelsarrasin

- Approuve la prise en charge des frais de transport de cet élève domicilié à Montauban, effectué en taxi -ambulance les lundis, jeudis et vendredis, à compter de la prochaine rentrée scolaire, par l'entreprise SOTRAL sise à Montauban (105 A/R pour un prix journalier de 53 €TTC) ;
- Précise que la dépense pour l'année scolaire 2008-2009 s'élève à 5 565 €TTC ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du département, la convention à intervenir avec l'entreprise SOTRAL.

Adopté à l'unanimité.

Le Président,